

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1513>

Olivier Boned : « le grand retour de la démocratie »

- Regards -

Date de mise en ligne : jeudi 6 mai 2010

Description :

Olivier Boned, secrétaire général adjoint du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale, analyse les récentes évolutions de l'économie sociale et de ses acteurs. Cet article est une contribution de Nord-social.info.

Rencontres Sociales

Propos recueillis par Jean-Paul BIOLLUZ de Nord-social.info

Olivier Boned est secrétaire général adjoint du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale. Comptant 300 adhérents, 20 entreprises, cette association est en contact avec 5000 à 6000 personnes qui participent aux activités qu'elle propose soit à Paris où en région, où elle dispose de délégations régionales. Créé il y a 25 ans, le Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale est un lieu de débat et d'observation des évolutions.

En répondant aux questions de Nord-social.info, le secrétaire général adjoint de l'association nous fait partager son analyse sur les récentes évolutions de l'économie sociale et de ses acteurs. Sans langue de bois.

Nord-social.info : dans votre analyse, vous estimez qu'à partir de l'année 2004, il y a eu un changement parmi les responsables de l'économie sociale sur la question de la démocratie ?

Olivier Boned : « *En fait, on a beaucoup parlé de gouvernance dans les années 2002, 2003 avec des rapports importants, comme le rapport Bouton. Les rapports produits sur le sujet à cette époque étaient plutôt des rapports concernant les sociétés anonymes. Tous, concluaient à la nécessité de plus de professionnalisation, de transparence, d'administrateurs indépendants. Les orientations de ces rapports formulées pour les sociétés anonymes, l'économie sociale a bien failli les suivre.*

En 2004 est apparu le rapport Andreck, puis en 2006 le rapport Pflimlin, et en 2007 le rapport de la Mutualité française. Tous ces rapports se sont interrogés sur la façon dont était exercée la gouvernance dans l'économie sociale. Ils ont tous mis en évidence quelque chose qui était absolument anodin et classique, mais qui finalement apparaissait comme une révélation, la dimension démocratique qui caractérise les entreprises de l'économie sociale. Tous ont mis en avant le fait que les organisations de l'économie sociale sont différentes parce qu'elles sont démocratiques. Et comme elles sont démocratiques, tous les membres sont impliqués, tous votent, tous ont quelque chose à dire dans le contrôle et la désignation des dirigeants. Dans ce processus démocratique, ils peuvent, eux-mêmes devenir dirigeants, ce qui est radicalement différent d'une société anonyme, où les administrateurs sont nommés par les actionnaires majoritaires pour porter certains intérêts. »

Nord-social.info : mais dans l'économie sociale, le fonctionnement de type démocratique ne date pas d'aujourd'hui. ?

Olivier Boned : « *Oui. Mais les années 2000 ont révélé quelque chose de nouveau. On a repris conscience de notre différence. On a passé, en gros, les années 80-90, à la recherche de pratiques et de comportements proches des acteurs du marché, aussi bien dans l'assurance que dans la banque. Le fait coopératif, le fait mutualiste était alors minimisé. On parlait moins des adhérents. On parlait moins de la démocratie. Parce que si on en parlait, on apparaissait comme ringard. Ce jugement a complètement basculé en 2000. Dans les années 2000, on s'est rendu compte que l'on avait de l'or entre les doigts, que nos organisations étaient différentes, qu'elles étaient mobilisatrices, qu'elles étaient représentatives. Du coup on met en avant la démocratie qui affirme notre différence. »*

Nord-social.info : ces 20 dernières années, les entreprises de l'économie sociale n'ont-elles pas eu tendance à céder aux sirènes du libéralisme ?

Olivier Boned : « *Elles y ont cédé. Elles ont voulu être comme tout le monde. Certainement. On a couru après le mythe du "siège de verre", représenté par les grands sièges des grands groupes. Les banques coopératives, les assurances mutualistes ont voulu devenir comme ces grands groupes. A l'époque, il y avait une très forte discrimination de la part des autres banques, qui ont œuvré pour que les banques mutualistes ne prennent pas le*

terme de "banque". Ceci est, désormais, une époque ancienne. La banalisation était alors interne avant d'être externe. »

Nord-social.info : est-ce que l'on peut estimer que la pression néo-libérale exercée dans la société ces 20 dernières années a joué un rôle dans la normalisation, et la vision des responsables de l'économie sociale ?

Olivier Boned : *« Clairement ! Il y a une pensée néo-libérale qui date des années 80-90, ce qui correspond à l'époque Thatcher. On a alors très fortement financé des laboratoires, des centres de recherche qui tous affirmaient via les théories du Management Public que la bonne gouvernance imposait moins d'Etat, plus d'acteurs privés sous statut société anonyme. Tout le monde succombait à ce penchant. La norme, ce n'était pas la mutuelle, la coopérative, l'association, c'était les sociétés anonymes. »*

Nord-social.info : dans ce système, la démocratie coopérative et le pouvoir n'ont-ils pas échappé aux acteurs au profit d'une technocratie financière essentiellement formée dans les grandes écoles avec une vision néo-libérale ?

Olivier Boned : *« Les personnes qui sont aux commandes à partir des années 2000 ont, dans leur formation, traversé une période intellectuellement très libérale. Nous avons un retard intellectuel très fort qu'il nous faut rattraper. Aujourd'hui, nous pouvons nous appuyer sur un retour du monde démocratique. L'un des défis de l'économie sociale est d'accompagner les compétences des administrateurs afin qu'ils puissent suivre les évolutions et prendre de bonnes décisions. Désormais, on parle de plus en plus de tandem entre les techniciens et les décideurs politiques élus parmi les adhérents. »*

Nord-social.info : compte-tenu de votre analyse, va-t-on assister à un renouveau, voir à un nouvel âge de l'économie sociale ? Et si oui, pourquoi et comment ?

Olivier Boned : *« Je penche plutôt pour un nouvel intérêt de la part du grand public et du monde politique, percevant dans l'économie sociale, un moyen de s'impliquer socialement, pour les premiers, et, pour les seconds, l'opportunité de créer de la proximité et du sens entre économie et territoires.*

Il va, sans conteste, y avoir un mouvement de fond pour l'économie sociale venant de l'extérieur mais aussi de l'intérieur.

L'économie sociale ne s'est pas suffisamment saisie de ses propres valeurs pour en faire un réel avantage différenciant, concurrentiel pourrions-nous même dire.

L'identité de ces organisations va être redécouverte et réappropriée par les acteurs eux-mêmes. Surtout, ce sera l'opportunité pour des individus de se réinvestir dans des projets « collectifs », car si un élément est à retenir dans l'économie sociale, c'est bien la gestion collective d'un projet, ce qui nous amène à souligner combien le retour de la démocratie dans l'économie peut avoir d'avantages. »

Propos recueillis par Jean-Paul BIOLLUZ